

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2006

7 août 2015

SOMMAIRE

" Amr Holdings Spe " S.à r.l.	96246	Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l.	96253
CBP Select	96250	Kinnevik Internet Lux S.à r.l.	96247
CORAVIT AG und Co. KG	96242	Klöckner & Co Financial Services S.A.	96247
Defi3 Alpha Lux	96242	Kressen S.à r.l.	96248
Delia S.A.	96242	Laccolith S.A.	96246
Delphi Luxembourg Investments S.à r.l.	96242	LCM Credit Opportunities S.à r.l.	96244
Denise Invest SA	96242	LDF65 S.à r.l.	96246
DI SA	96243	Linster Studios S.à r.l.	96252
Double G Investments	96242	Luxembourg Low Carbon S.A.	96244
Ducas	96244	Margin of Safety Fund	96245
European RE Club (Luxembourg) II S.à r.l.	96261	Mexbrew Investment S.à r.l.	96245
Extensa Participations I S.à r.l.	96248	Middling S.à r.l.	96248
Garfin International S.A.	96279	Monte Kristo Holdings S.à r.l.	96245
Greisendall Holding S.A.	96244	My Decoration S.à r.l.	96249
Hann Sarl	96244	NBIM Clement S.à r.l.	96249
Highgate Finance & Holding S.A.	96243	Nbim Gp1 S.à r.l.	96249
Hubbell Luxembourg, S.à r.l.	96243	Neocoach	96288
I.C.M. Chantal Meier Sarl	96243	Odin LuxCo 1 S.à r.l.	96253
Ideal Standard International S.A.	96243	Orion IV European 25 S.à r.l.	96249
INHALUX.lu	96248	Orion Master IV Luxembourg S.à r.l.	96249
Kase World Wide S.à r.l.	96247	QS REP II SCA SIF	96267
Kennametal Luxembourg Holding S.à r.l.	96246	Sedlen Holding S.à r.l.	96253
Kennametal Luxembourg S.à r.l.	96247	why vanilla? sarl	96288

CORAVIT AG und Co. KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 251, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 28.718.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086213/9.

(150098807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Delphi Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 172.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086220/9.

(150098780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Double G Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 108.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086222/9.

(150098871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Defi3 Alpha Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 129.348.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086232/9.

(150098589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Delia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 118.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086237/9.

(150098587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Denise Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 154.245.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086238/9.

(150098601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

DI SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 135.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086241/9.
(150098990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

I.C.M. Chantal Meier Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 1, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 92.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088918/10.
(150101440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Hubbell Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.851.103,97.
Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 101.234.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2015.
Référence de publication: 2015088913/10.
(150101568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Ideal Standard International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 160.198.

Les statuts coordonnés au 19 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2015088919/11.
(150101817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Highgate Finance & Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 30.438.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A.
Société anonyme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015088916/14.
(150101506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Ducas, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8391 Nospelt, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 168.472.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086244/9.

(150098832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Greisendall Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 97.526.

Le Bilan au 31.12.2014 et les documents y annexés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088017/10.

(150100594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Hann Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4051 Esch-sur-Alzette, 112, rue du Canal.

R.C.S. Luxembourg B 139.370.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015088041/10.

(150100856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LCM Credit Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 187.703.

Les comptes annuels et l'affectation du résultat au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015088995/12.

(150101618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Luxembourg Low Carbon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.374.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Luxembourg Low Carbon S.A.

Dûment représenté par A. Reig-Schmidt / G. Barry / P. Heiser

Gérant A / Manager A / Manager B

Référence de publication: 2015088989/13.

(150101250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Margin of Safety Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 88.649.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2015

En date du 13 mai 2015, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur John Mills, de Monsieur David Pastel, et de Monsieur Yves-Pascal Pelcener, en qualité d'Administrateurs, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2016,
- de nommer KPMG Luxembourg, 39 avenue John F. Kennedy, 1855 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2016, en remplacement de KPMG Audit.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Margin of Safety Fund

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015089044/17.

(150101363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Monte Kristo Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 30.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 186.100.

Extrait des résolutions prises par l'associé de la Société en date du 29 mai 2015:

L'associé de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Nomination de M. Yves Cheret, résidant professionnellement au 9A, Boulevard Prince Henri, L-1724, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 1^{er} mai 1966 à Eupen, Belgique en qualité de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée (en remplacement de M. Frits Carlsen, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Simon Barnes, gérant
- M. Yves Cheret, gérant
- M. Sanjeev Jewootah, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089035/18.

(150101562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Mexbrew Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 174.652.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des associés du 20 May 2015 que la personne suivante est nommée gérant de la société, le mandat prenant fin après l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels 2017

CONSEIL DE GERANCE

Personnes physiques:

- Monsieur Yannick Bomans, né le 16 Juin 1983 à Jette (Belgique), demeurant 46 Rue Théodore Eberhard, 1452 Luxembourg (Luxembourg)

Le mandat du gérant Gert Magis est renouvelé jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes annuels pour l'exercice 2017

L'assemblée prend acte de la démission de Monsieur Antonio Frascogna à l'issue de cette assemblée.

Pour extrait conforme

Münsbach.

Référence de publication: 2015089031/19.

(150101374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Laccolith S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 32.369.

Les comptes annuels au 30.09.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088994/10.

(150101986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

LDF65 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 28.875,00.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 134.749.

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises le 11 juin 2015, que:

Cindy Teixeira Ghys, née le 5 octobre 1980 à Juvisy sur Orge (France) et ayant son domicile professionnel au 21-25 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

a été nommée gérant B avec effet au 11 juin 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088996/13.

(150101942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Kennametal Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 22.429.683,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 154.168.

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 12 juin 2015 que la personne suivante a été nommée gérant de catégorie A de la Société, à partir du 12 juin 2015 et pour une durée indéterminée:

- Mark OLYARNIK, né le 27 août 1964 à McKeesport, Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique et ayant son adresse professionnelle au 1600 Technology Way, Latrobe, PA 15650, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015094464/15.

(150104846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

" Amr Holdings Spe " S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 188.860.

Extrait des décisions prises par l'associée unique avec effet au 29 mai 2015

1. Madame Karine ANSMANT a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B avec effet au 13 mars 2015.

2. Madame Mariana DE SA MORAIS CARNEIRO VERISSIMO DA CUNHA, née à Lisbonne (Portugal), le 25 février 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie B avec effet au 13 mars 2015 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 16.06.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour AMR Holdings SPE

Un mandataire

Référence de publication: 2015091779/16.

(150103697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Klöckner & Co Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 146.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015094473/10.

(150104409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kase World Wide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 173.394.

Par la présente, je vous informe que je démissionne de mon poste de gérant B de la société Kase World Wide S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 10A, rue Henri Schnadt L-2530 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 173394 et ayant un capital de EUR 1.088.170,- (un million quatre-vingt-huit mille cent soixante-dix euros), à partir de la prochaine assemblée des associés.

Luxembourg, le 29 avril 2015.

Patrick Wilwert.

Référence de publication: 2015094461/12.

(150104175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kennametal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 599.938,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 139.714.

Il résulte des résolutions des associés de la Société prises en date du 12 juin 2015 que la personne suivante a été nommée gérant de catégorie A de la Société, à partir du 12 juin 2015 et pour une durée indéterminée:

- Mark OLYARNIK, né le 27 août 1964 à McKeesport, Pennsylvanie, Etats-Unis d'Amérique et ayant son adresse professionnelle au 1600 Technology Way, Latrobe, PA 15650, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015094466/15.

(150104847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kinnevik Internet Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 190.646.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 31 Mars 2015

Il résulte du procès-verbal en date du 31 mars 2015, avec effet au 31 mars 2015 et pour une durée indéterminée, les résolutions adoptées suivantes:

- Démission de M. Mikael Larsson en tant que gérant de la Société

- Nomination de M. Joakim Andersson, demeurant professionnellement au 18 Skeppsbron, 10313 Stockholm, Suède, en tant que gérant de la Société

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2015.

Pour Kinnevik Internet Lux S.à r.l.

Réjane Koczorowski

Référence de publication: 2015094470/17.

(150104747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Extensa Participations I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2631 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 103.645.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086268/9.

(150098408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Kressen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 146.518.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kressen S.à r.l.

Référence de publication: 2015094475/10.

(150105152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Middling S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 1, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 174.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRIVATE INVESTMENT TRUST SARL

Signature

Référence de publication: 2015088228/11.

(150100797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

INHALUX.lu, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 149.080.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire du 16 juin 2015 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des deux administrateurs suivants:

- Monsieur Guy LANNERS, né le 9 septembre 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse,
- Monsieur Luc HILGER, né le 16 novembre 1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse,

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

L'assemblée décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes détenu par la société FIDU-CONCEPT SARL, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 38.138, ayant son siège social au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

Le mandat de l'administrateur Monsieur John WEBER est venu à échéance et n'est plus reconduit et est remplacé par Monsieur Eric MAILFERT, né le 23 juin 1964 à Villerupt (France), demeurant professionnellement à L-2132 Luxembourg, 36, avenue, Marie-Thérèse.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015094437/24.

(150104874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Orion IV European 25 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 189.080.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088280/10.

(150100221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 173.948.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088281/10.

(150100229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

NBIM Clement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 169.756.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Per Arne Eriksen

Manager

Référence de publication: 2015088249/11.

(150100358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Nbim Gp1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue de Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 189.553.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Per Arne Eriksen

Manager

Référence de publication: 2015088250/11.

(150100369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

My Decoration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3221 Bettembourg, 7, rue du Curé.
R.C.S. Luxembourg B 168.108.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2015.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2015088243/12.

(150100478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

CBP Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 129.395.

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois soumise au régime des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) "CBP SELECT" (numéro d'identité 2007 45 01 088), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.395, ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz, constituée suivant acte reçu par le notaire Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 18 juin 2007, publié au Mémorial C, numéro 1461 du 16 juillet 2007 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire en date du 30 décembre 2010, publié au Mémorial C, numéro 227 du 4 février 2011.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Claude BETTENDORFF, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sandra KIRSCH-POMPIGNOLI, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Laurent IACOMUCCI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le président expose ce qui suit:

I. Une première assemblée générale extraordinaire dûment convoquée a été tenue en date du 23 avril 2015, par devant le notaire instrumentaire afin de statuer sur le même agenda comme mentionné ci-dessous. Ladite assemblée ne pouvait statuer valablement le quorum de présence requis n'ayant pas été atteint.

II. Qu'il résulte de la liste de présence que trois millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille sept cent soixante-cinq (3.985.765) actions sur six millions cinq cent deux mille six cent soixante-sept (6.502.667) actions émises, soit 61,29%, sont dûment représentées à la présente assemblée. L'assemblée est dès lors valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'agenda ci-dessous repris.

III. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été dûment convoquée par:

1 °) lettres recommandées envoyées aux actionnaires nominatifs en date du 18 mai 2015.

2°) des annonces parues au:

a) Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéros 1098 du 28 avril 2015 et 1259 du 15 mai 2015;

b) au journal "Letzebuenger Journal" des 28 avril 2015 et 15 mai 2015;

c) au journal «Luxemburger Wort des 28 avril 2015 et 15 mai 2015.

Les numéros justificatifs de ces publications ont été déposés au bureau de l'assemblée.

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. changement des articles 4, 24 et 34 des statuts précisant que la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif s'applique et non plus celle du 20 décembre 2002;

2. changement de l'article 7 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

«Toute action, quel que soit le compartiment dont elle relève, se présente sous forme nominative ou au porteur. Aucun certificat n'est émis physiquement.

Les actions sont sans valeur nominale et entièrement libérées.

Les actions peuvent également être traitées et détenues auprès de certains organismes de liquidation.

Les actions ne sont émises et attribuées que sur acceptation de la souscription et réception du prix conformément à l'article 8 des présents statuts.

Il est tenu un registre des actionnaires conformément aux stipulations de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Cette circonstance n'empêche pas les actionnaires d'être propriétaires de fractions d'actions de la Société et d'exercer les droits attachés à ces fractions au prorata de la fraction d'action détenue, à l'exception des droits de votes éventuels qui ne peuvent être exercés que par action entière.»

3. changement de l'article 11 des statuts afin d'être en concordance avec les dispositions législatives actuelles concernant la loi américaine FATCA;

4. divers

III. Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 4, 24 et 34 des statuts précisant que la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif s'applique et non plus celle du 20 décembre 2002, afin de leur donner la teneur suivante:

« **Art. 4. Objet.** La Société a pour objet exclusif de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières variées et autres avoirs autorisés par la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif en sa partie I (la "Loi") dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de son portefeuille.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet dans le sens le plus large de la Loi.»

« **Art. 24. Surveillance de la Société.** Les données comptables contenues dans le rapport annuel établi par la Société seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui est nommé par l'Assemblée Générale et rémunéré par la Société et qui accomplira tous les devoirs prescrits par la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif.»

« **Art. 34. Loi applicable.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi qu'à la loi du 17 décembre 2010 relative aux organismes de placement collectif.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 7 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 7. Forme des actions.** Toute action, quel que soit le compartiment dont elle relève, se présente sous forme nominative ou au porteur. Aucun certificat n'est émis physiquement.

Les actions sont sans valeur nominale et entièrement libérées.

Les actions peuvent également être traitées et détenues auprès de certains organismes de liquidation.

Les actions ne sont émises et attribuées que sur acceptation de la souscription et réception du prix conformément à l'article 8 des présents statuts.

Il est tenu un registre des actionnaires conformément aux stipulations de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Cette circonstance n'empêche pas les actionnaires d'être propriétaires de fractions d'actions de la Société et d'exercer les droits attachés à ces fractions au prorata de la fraction d'action détenue, à l'exception des droits de votes éventuels qui ne peuvent être exercés que par action entière.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 11 des statuts afin d'être en concordance avec les dispositions législatives actuelles concernant la loi américaine FATCA, de manière à lui donner la teneur suivante:

« **Art. 11. Restrictions à la propriété des actions.** Le Conseil d'Administration pourra restreindre ou mettre obstacle à la propriété d'actions de la Société par toute personne physique ou morale s'il estime que cette propriété peut être préjudiciable à la Société.

Par ailleurs, l'émission, la vente et le transfert d'actions aux personnes physiques ou morales suivantes sont interdits (les "Personnes Non-Autorisées"):

- Personnes Désignées des Etats-Unis d'Amérique (Specified U.S. Person);
- Institutions Financières Etrangères Non-Participantes (Non-Participating FFI);
- Entités Etrangères Non-Financières Passives (Passive NFFE) avec un ou plusieurs propriétaires américains (U.S. Owners) ou personnes américaines de contrôle (U.S. Controlling Persons);

tels que ces termes sont définis dans la loi américaine sur la conformité aux dispositions fiscales des comptes à l'étranger, communément appelée Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA").

Dans les cas où le Conseil d'Administration ou ses agents découvrent qu'un actionnaire est en fait une personne telle que définie ci-avant, le Conseil d'Administration procédera au rachat forcé des actions de cet actionnaire conformément aux dispositions du présent article et ce dans les six mois suivant la découverte du statut de cet actionnaire sous FATCA.

Les restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque les actions sont vendues au travers d'un distributeur qui agit à titre d'intermédiaire à condition que ce distributeur se qualifie comme:

1. une Institution Financière Etrangère Déclarante (Reporting FFI) en vertu d'un Model I IGA;
2. une Institution Financière Etrangère Non-Déclarante (Non-Reporting FFI) en vertu d'un Model I IGA;
3. une Institution Financière Etrangère Participante (Participating FFI);
4. une Institution Financière Enregistrée Réputée Conforme (Registered Deemed Compliant Foreign Financial Institution);
5. une Banque Locale Non-Enregistrante (Non-Registering Local Bank); ou
6. un Distributeur Restreint (Restricted Distributor).

tels que ces termes sont définis dans FATCA.

En application de l'Annexe II, section IV E 5 du Model I IGA conclu entre les États-Unis d'Amérique et le Grand-Duché de Luxembourg, chaque distributeur ci-dessus est tenu d'informer la Société d'un changement dans son statut FATCA Chapitre 4 endéans les 90 jours de la survenance de ce changement. Dans le cas où un distributeur cesserait d'être qualifié d'intermédiaire selon les règles applicables aux Fonds Restreints telles que définies par FATCA, la Société ou sa société de gestion (telle que définie dans le prospectus de la Société) mettront fin au contrat de distribution avec ledit distributeur dans les 90 jours suivant la notification de changement de statut FATCA Chapitre 4 et les actions émises au distributeur seront obligatoirement rachetées conformément au présent article ou transférées à un autre candidat intermédiaire conforme à FATCA dans les six mois suivant la survenance du changement de statut du distributeur conforme à FATCA Chapitre 4.

La procédure de rachat forcé sera effectuée de la manière suivante:

Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire concerné par une telle mesure cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat. Toutes les actions seront annulées dans les livres de la société. Le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées (le "prix de rachat") sera basé sur la première valeur nette d'inventaire postérieure à l'avis de rachat, cette valeur étant déterminée conformément à l'article 12 des présents statuts.

Le prix de rachat sera diminué des commissions de rachat fixées par les documents de vente.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10:30 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, Notaire, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: C. Bettendorff, S. Kirsch-Pompignoli, L. Iacomucci et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12188. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087047/153.

(150099287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Linster Studios S.à.r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5752 Frisange, 17, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 193.527.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jang LINSTER

Le Gérant technique

Référence de publication: 2015088140/11.

(150101151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Odin LuxCo 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 194.247.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015088287/10.
(150100562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Sedlen Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 152.933.

EXTRAIT

Le bilan au 31 décembre 2011 et comptes de pertes et profits, tel qu'approuvés par l'associé unique, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2015089164/14.
(150101937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 197.433.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the third day of the month of June.
Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington UK Logistics Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company "Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l." (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Kensington UK Logistics Topco S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am dritten Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington UK Logistics Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) beträgt, und die dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington UK Logistics Pledgeco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobili-

enfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

- (i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;
- (ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder
- (iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Ge-

sellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Kensington UK Logistics Topco S.à r.l.	750	GBP 15.000
Summe	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 04 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17363. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015086428/451.

(150098312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

European RE Club (Luxembourg) II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

R.C.S. Luxembourg B 195.668.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh day of May.

Before Us, Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

STANDARD LIFE INVESTMENTS (GENERAL PARTNER EUROPEAN REAL ESTATE CLUB) LIMITED, a company limited by shares with address at 30 St. Mary Axe, London, United Kingdom EC3A 8EP, and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under company number 08839395, acting in their capacity as general partner of STANDARD LIFE INVESTMENTS EUROPEAN REAL ESTATE CLUB LP, a limited partnership with address at 30 St. Mary Axe, London, United Kingdom, EC3A 8EP, and registered with the Registrar of Companies for England and Wales under company number LP015902,

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is at Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of European RE Club (Luxembourg) II S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, with a paid up share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité

Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 195668, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg), dated 10 March 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1253, dated 13 May 2015 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have never been amended.

III. The appearing party, represented as above mentioned, therefore declares that the present meeting of the Company is validly constituted, and recognises to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Decision to create one (1) different class of shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1) each, namely the shares of class A (the Class A Shares);

2. Decision to increase the share capital of the Company by an amount of one Euro (EUR 1) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to an amount of twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501);

3. Decision to issue, with payment of a share premium of an amount of one million three hundred six thousand four hundred ninety-nine Euro (EUR 1,306,499), one (1) Class A Share, with a nominal value of one Euro (EUR 1) (the New Class A Share), having the rights and privileges attached thereto pursuant to the Articles as amended as per the below resolutions;

4. Decision to accept the subscription of such New Class A Share by the Sole Shareholder, with payment of a share premium in a total amount of one million three hundred six thousand four hundred ninety-nine Euro (EUR 1,306,499) to be allocated to the Class A Share, by a contribution in cash of a total amount of one million three hundred six thousand five hundred Euro (EUR 1,306,500), and to allocate also such newly issued New Class A Share to the Sole Shareholder;

5. Decision to amend article 7. Share capital, of the Articles, so as to determine the rights attached to the Class A Shares and reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 4. above, which shall now read as follows:

" 7. Share capital.

7.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501), represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (collectively, the "Ordinary Shares" and individually, an "Ordinary Share"), with a nominal value of one euro (EUR 1) each and one (1) Class A Share, with a nominal value of one euro (EUR 1).

7.2 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the same manner required for amendment of these Articles, and in case of a share capital reduction, all, but not some, of the outstanding Shares of a specific class of Preferred Shares, as the case may be, shall be repurchased for the Repurchase Price and then cancelled. No Share is to be issued for less than the aggregate of its nominal value and any premium to be paid to the Company in consideration for its issue.

7.3 Each time the Company undertakes the acquisition of underlying assets as determined by the Board of Managers (each, a "Designated Asset"), the Company together with the Shareholder(s) may also create and issue up to 8 (eight) new classes of Preferred Shares being shares of class A (the "Class A Shares"), shares of class B (the "Class B Shares"), shares of class C (the "Class C Shares"), shares of class D (the "Class D Shares"), shares of class E (the "Class E Shares"), shares of class F (the "Class F Shares"), shares of class G (the "Class G Shares") and shares of class H (the "Class H Shares") (collectively, the "Preferred Shares", and individually, a "Preferred Share"). Any issue of Preferred Shares will have to be approved by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

7.4 Each class of Preferred Shares (from A to H) once created, as the case may be, will be separately entitled to the relevant Investment Net Result of the Company in relation to the relevant and corresponding Designated Asset (to be determined by the Board of Managers) as set out in Article 38.2 of these Articles. All such Investment Net Result(s) per class of Preferred Shares linked to the relevant and corresponding Designated Asset shall be allocated to a special reserve to be created and linked to the relevant classes of Preferred Shares (collectively the "Special Reserve(s)", and individually, as the case may be, the "Class A Special Reserve", the "Class B Special Reserve", the "Class C Special Reserve", the "Class D Special Reserve", the "Class E Special Reserve", the "Class F Special Reserve", the "Class G Special Reserve" and the "Class H Special Reserve"), until their distribution to the holders of the relevant class of Preferred Shares (from A to H, as the case may be) pro rata.

7.5 The Class A Shares track the performance and returns of the Company's direct investment in the shares and other securities (as the case may be) issued by European RE Club Vimmelskafte ApS, with registered office address at c/o Citco Denmark ApS, Holbergsgade 14 null, 1057 København K, Denmark, with registration number 36710187.

7.6 Each Preferred Share which is repurchased, as the case may be, will entitle its holder to a repurchase price composed of (i) a pro rata portion of the undistributed Investment Net Result attaching to the relevant class of Preferred Shares repurchased, as set out in Article 38.2 of these Articles, and allocated to the relevant Special Reserve plus (ii) the aggregate nominal value of such Share (the "Repurchase Price").

7.7 The holders of the Ordinary Shares and the Preferred Shares as may be created (collectively and irrespectively of their class, the "Shares", and individually and irrespectively of their class, a "Share") are together referred to as the "Shareholders". Each Share entitles its holder to one vote.

7.8 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles.

7.9 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions from Shareholders without issuing Shares or other securities in consideration for such contributions and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles."

6. Miscellaneous.

The appearing party has then requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to create the Class A Shares.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of one Euro (EUR 1) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) to an amount of twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501).

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue, with payment of a share premium of an amount of one million three hundred six thousand four hundred ninety-nine Euro (EUR 1,306,499), the one (1) New Class A Share, with a nominal value of one Euro (EUR 1), having the rights and privileges attached thereto pursuant to the Articles as amended as per the below resolutions.

Subscription / Payment

There now appears Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney in fact of the Sole Shareholder, prenamed, by virtue of the above-mentioned proxy.

The Sole Shareholder, prenamed, acting through its attorney, declares to subscribe to the New Class A Share and to make payment in full for such newly subscribed share and the share premium of one million three hundred six thousand four hundred ninety-nine Euro (EUR 1,306,499), by a contribution in cash of a total amount of one million three hundred six thousand five hundred Euro (EUR 1,306,500).

The person appearing declared that the New Class A Share has been entirely paid up in cash together with the share premium and that the Company has at its disposal the total amount of one million three hundred six thousand five hundred Euro (EUR 1,306,500).

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 7. Share capital, of the Articles, so as to, amongst others, determine the rights attached to the Class A Shares and reflect the above resolutions, which shall now read as follows:

" 7. Share capital.

7.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred and one Euro (EUR 12,501), represented by twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (collectively, the "Ordinary Shares" and individually, an "Ordinary Share"), with a nominal value of one euro (EUR 1) each and one (1) Class A Share, with a nominal value of one euro (EUR 1).

7.2 The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the same manner required for amendment of these Articles, and in case of a share capital reduction, all, but not some, of the outstanding Shares of a specific class of Preferred Shares, as the case may be, shall be repurchased for the Repurchase Price and then cancelled. No Share is to be issued for less than the aggregate of its nominal value and any premium to be paid to the Company in consideration for its issue.

7.3 Each time the Company undertakes the acquisition of underlying assets as determined by the Board of Managers (each, a "Designated Asset"), the Company together with the Shareholder(s) may also create and issue up to 8 (eight) new classes of Preferred Shares being shares of class A (the "Class A Shares"), shares of class B (the "Class B Shares"), shares of class C (the "Class C Shares"), shares of class D (the "Class D Shares"), shares of class E (the "Class E Shares"), shares of class F (the "Class F Shares"), shares of class G (the "Class G Shares") and shares of class H (the "Class H Shares") (collectively, the "Preferred Shares", and individually, a "Preferred Share"). Any issue of Preferred Shares will have to be approved by a resolution of the Shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

7.4 Each class of Preferred Shares (from A to H) once created, as the case may be, will be separately entitled to the relevant Investment Net Result of the Company in relation to the relevant and corresponding Designated Asset (to be

determined by the Board of Managers) as set out in Article 38.2 of these Articles. All such Investment Net Result(s) per class of Preferred Shares linked to the relevant and corresponding Designated Asset shall be allocated to a special reserve to be created and linked to the relevant classes of Preferred Shares (collectively the "Special Reserve(s)", and individually, as the case may be, the "Class A Special Reserve", the "Class B Special Reserve", the "Class C Special Reserve", the "Class D Special Reserve", the "Class E Special Reserve", the "Class F Special Reserve", the "Class G Special Reserve" and the "Class H Special Reserve"), until their distribution to the holders of the relevant class of Preferred Shares (from A to H, as the case may be) pro rata.

7.5 The Class A Shares track the performance and returns of the Company's direct investment in the shares and other securities (as the case may be) issued by European RE Club Vimmelskafte ApS, with registered office address at c/o Citco Denmark ApS, Holbergsgade 14 null, 1057 København K, Denmark, with registration number 36710187.

7.6 Each Preferred Share which is repurchased, as the case may be, will entitle its holder to a repurchase price composed of (i) a pro rata portion of the undistributed Investment Net Result attaching to the relevant class of Preferred Shares repurchased, as set out in Article 38.2 of these Articles, and allocated to the relevant Special Reserve plus (ii) the aggregate nominal value of such Share (the "Repurchase Price").

7.7 The holders of the Ordinary Shares and the Preferred Shares as may be created (collectively and irrespectively of their class, the "Shares", and individually and irrespectively of their class, a "Share") are together referred to as the "Shareholders". Each Share entitles its holder to one vote.

7.8 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles.

7.9 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions from Shareholders without issuing Shares or other securities in consideration for such contributions and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholders subject to the 1915 Law and these Articles."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange (Grand-Duchy of Luxembourg), at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-septième jour du mois de mai.

Par-devant Nous, Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

STANDARD LIFE INVESTMENTS (GENERAL PARTNER EUROPEAN REAL ESTATE CLUB) LIMITED, une société à responsabilité limitée ayant son adresse au 30 St. Mary Axe, Londres, Royaume-Uni EC3A 8EP, et enregistrée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galle sous le numéro de société 08839395, agissant en sa capacité d'associé gérant commandité de STANDARD LIFE INVESTMENTS EUROPEAN REAL ESTATE CLUB LP, un limited partnership ayant son adresse au 30 St. Mary Axe, Londres, Royaume-Uni EC3A 8EP, et enregistrée au Registre des Sociétés d'Angleterre et du Pays de Galle sous le numéro de société LP015902,

ici représentée par Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

I. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu'elle est la seule associée (l'Associé Unique) de European RE Club (Luxembourg) II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500), ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Münsbach, Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 195668, constituée par un acte notarié de Maître Francis Kessler, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), daté du 10 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1253, daté du 13 mai 2015 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

III. La partie comparante, dûment représentée comme dit ci-avant, déclare donc que la présente assemblée générale de la Société est valablement constituée, et reconnaît être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de créer une (1) classe différente de parts sociales, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, à savoir les parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A);
2. Décision d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un euro (EUR 1), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) à un montant de douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501);
3. Décision d'émettre, avec une prime d'émission d'un montant de un million trois cent six mille quatre-cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 1.306.499), une (1) Part Sociale de Classe A, avec une valeur nominale de un euro (EUR 1) (la Nouvelle Part Sociale de Classe A), ayant les droits et privilèges qui y sont liés conformément aux Statuts de la Société modifiés conformément aux points ci-dessous;
4. Décision d'accepter la souscription de cette Nouvelle Part Sociale de Classe A par l'Associé Unique, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de un million trois cent six mille quatre-cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 1.306.499) à allouer à la Nouvelle Part Sociale de Classe A, par un apport en numéraire d'un montant total de un million trois cent six mille cinq cents euros (EUR 1.306.500), et d'allouer cette Nouvelle Part Sociale de Classe A à l'Associé Unique;
5. Décision de modifier l'article 7. Capital Social des Statuts, afin de déterminer les droits attachés aux Parts Sociales de Classe A et de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1 à 4 ci-dessus, qui aura désormais la teneur suivante:

" 7. Capital social.

7.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (collectivement les "Parts Sociales Ordinaires" et individuellement, une "Part Sociale Ordinaire"), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et une (1) Part Sociale de Classe A, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

7.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts, et en cas de réduction du capital social, toutes, et pas seulement certaines, les Parts Sociales restantes dans une classe spécifique de Parts Sociales Préférentielles, le cas échéant, devront être rachetées au Prix de Rachat et ensuite annulées. Aucune Part Sociale ne sera émise pour une valeur inférieure à sa valeur nominale et à toute prime à payer à la Société en contrepartie de son émission.

7.3 Chaque fois que la Société réalise l'acquisition d'actifs sous-jacents tels que déterminés par le Conseil de Gérance (chacun, un "Actif Désigné"), la Société avec les Associés peut aussi créer et émettre jusqu'à huit (8) nouvelles classes de Parts Sociales Préférentielles qui seront les parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A"), les parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B"), les parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), les parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), les parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), les parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F"), les parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G") et les parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H") (ensemble, les "Parts Sociales Préférentielles", et individuellement, une "Part Sociale Préférentielle"). Toute émission de Parts Sociales Préférentielles devra être approuvée par une résolution des Associés, agissant conformément aux conditions prescrites pour la modification des Statuts.

7.4 Chaque classe de Parts Sociales Préférentielles (de A à H) une fois créée, le cas échéant, aura droit séparément au Revenu Net d'Investissement pertinent de la Société en rapport avec l'Actif Désigné correspondant (à déterminer par le Conseil de Gérance) tel que stipulé à l'Article 38.2 de ces Statuts. Tous le ou les Revenu(s) Net d'Investissement par classe de Parts Sociales Préférentielles lié(s) à l'Actif Désigné correspondant devra ou devront être alloué(s) à une réserve spéciale devant être créée et liée aux classes de Parts Sociales Préférentielles pertinentes (ensemble, les "Réserves Spéciales", et individuellement, le cas échéant, la "Réserve Spéciale de Classe A", la "Réserve Spéciale de Classe B", la "Réserve Spéciale de Classe C", la "Réserve Spéciale de Classe D", la "Réserve Spéciale de Classe E", la "Réserve Spéciale de Classe F", la "Réserve Spéciale de Classe G" et la "Réserve Spéciale de Classe H"), jusqu'à leur distribution aux détenteurs de la classe de Parts Sociales Préférentielle pertinente (de A à H, le cas échéant) au pro rata.

7.5 Les Parts Sociales de Classe A suivent la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans les parts sociales et les autres valeurs mobilières (le cas échéant) émises par European RE Club Vimmelskafte ApS, ayant son siège social à c/o Citco Denmark ApS, Holbergsgade 14 null, 1057 København K, Danemark enregistrée sous le numéro 36710187.

7.6 Chaque Part Sociale Préférentielle qui est rachetée, le cas échéant, donnera droit à son détenteur au prix de rachat composé de (i) une portion au pro rata du Revenu Net d'Investissement non distribué lié à la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente rachetée, tel que stipulé à l'Article 38.2 de ces Statuts, et allouée à la Réserve Spéciale pertinente plus (ii) la valeur nominale totale de cette Part Sociale (le "Prix de Rachat").

7.7 Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Préférentielles pouvant être créées (collectivement et sans tenir compte de leurs classes, les "Parts Sociales", et individuellement et sans tenir compte de leur classe, une "Part Sociale") sont désignés ensemble comme les "Associés". Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à un vote.

7.8 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Émission") dans lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Émission sont à prendre par les Associés conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

7.9 La Société peut, notamment, accepter des capitaux ou d'autres apports d'Associés sans émettre des Parts Sociales ou autres valeurs mobilières en contrepartie desdits apports et peut créditer les apports à un ou à plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes sont à prendre par les Associés conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

6. Divers.

La partie comparante a ensuite requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de créer les Parts Sociales de Classe A.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un euro (EUR 1), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501).

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre, avec une prime d'émission d'un montant de un million trois cent six mille quatre-cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 1.306.499), la Nouvelle Part Sociale de Classe A, avec une valeur nominale de un euro (EUR 1), ayant les droits et privilèges qui y sont liés conformément aux Statuts modifiés conformément aux résolutions ci-dessous.

Souscription / Paiement

Comparet maintenant Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, précitée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de l'Associé Unique, précité, en vertu de la procuration visée ci-dessus.

L'Associé Unique, agissant par le biais de son mandataire, déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale de Classe A, et libérer entièrement cette part sociale nouvellement souscrite avec paiement de la prime d'émission d'un montant de un million trois cent six mille quatre-cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 1.306.499), par un apport en numéraire d'un montant total de un million trois cent six mille cinq cents euros (EUR 1.306.500).

Le comparant déclare que cette Nouvelle Part Sociale de Classe A nouvellement émise a été libérée entièrement en espèces avec la prime d'émission et que la somme totale de un million trois cent six mille cinq cents euros (EUR 1.306.500) se trouve à la libre disposition de la Société.

Quatrième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'article 7. Capital Social, des Statuts, afin de déterminer les droits attachés aux Parts Sociales de Classe A et de refléter les résolutions adoptées ci-dessus, qui aura désormais la teneur suivante:

" 7. Capital social.

7.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent un euros (EUR 12.501), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (collectivement les "Parts Sociales Ordinaires" et individuellement, une "Part Sociale Ordinaire"), ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et une (1) Part Sociale de Classe A, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

7.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents Statuts, et en cas de réduction du capital social, toutes, et pas seulement certaines, les Parts Sociales restantes dans une classe spécifique de Parts Sociales Préférentielles, le cas échéant, devront être rachetées au Prix de Rachat et ensuite annulées. Aucune Part Sociale ne sera émise pour une valeur inférieure à sa valeur nominale et à toute prime à payer à la Société en contrepartie de son émission.

7.3 Chaque fois que la Société réalise l'acquisition d'actifs sous-jacents tels que déterminés par le Conseil de Gérance (chacun, un "Actif Désigné"), la Société avec les Associés peut aussi créer et émettre jusqu'à huit (8) nouvelles classes de Parts Sociales Préférentielles qui seront les parts sociales de classe A (les "Parts Sociales de Classe A"), les parts sociales de classe B (les "Parts Sociales de Classe B"), les parts sociales de classe C (les "Parts Sociales de Classe C"), les parts sociales de classe D (les "Parts Sociales de Classe D"), les parts sociales de classe E (les "Parts Sociales de Classe E"), les parts sociales de classe F (les "Parts Sociales de Classe F"), les parts sociales de classe G (les "Parts Sociales de Classe G") et les parts sociales de classe H (les "Parts Sociales de Classe H") (ensemble, les "Parts Sociales Préférentielles", et individuellement, une "Part Sociale Préférentielle"). Toute émission de Parts Sociales Préférentielles devra être approuvée par une résolution des Associés, agissant conformément aux conditions prescrites pour la modification des Statuts.

7.4 Chaque classe de Parts Sociales Préférentielles (de A à H) une fois créée, le cas échéant, aura droit séparément au Revenu Net d'Investissement pertinent de la Société en rapport avec l'Actif Désigné correspondant (à déterminer par le Conseil de Gérance) tel que stipulé à l'Article 38.2 de ces Statuts. Tous le ou les Revenu(s) Net d'Investissement par classe de Parts Sociales Préférentielles lié(s) à l'Actif Désigné correspondant devra ou devront être alloué(s) à une réserve spéciale devant être créée et liée aux classes de Parts Sociales Préférentielles pertinentes (ensemble, les "Réserves Spéciales", et individuellement, le cas échéant, la "Réserve Spéciale de Classe A", la "Réserve Spéciale de Classe B", la "Réserve Spéciale

de Classe C", la "Réserve Spéciale de Classe D", la "Réserve Spéciale de Classe E", la "Réserve Spéciale de Classe F", la "Réserve Spéciale de Classe G" et la "Réserve Spéciale de Classe H"), jusqu'à leur distribution aux détenteurs de la classe de Parts Sociales Préférentielle pertinente (de A à H, le cas échéant) au pro rata.

7.5 Les Parts Sociales de Classe A suivent la performance et le rendement de l'investissement direct de la Société dans les parts sociales et les autres valeurs mobilières (le cas échéant) émises par European RE Club Vimmelskaftet ApS, ayant son siège social à c/o Citco Denmark ApS, Holbergsgade 14 null, 1057 København K, Danemark enregistrée sous le numéro 36710187.

7.6 Chaque Part Sociale Préférentielle qui est rachetée, le cas échéant, donnera droit à son détenteur au prix de rachat composé de (i) une portion au pro rata du Revenu Net d'Investissement non distribué lié à la classe de Parts Sociales Préférentielles pertinente rachetée, tel que stipulé à l'Article 38.2 de ces Statuts, et allouée à la Réserve Spéciale pertinente plus (ii) la valeur nominale totale de cette Part Sociale (le "Prix de Rachat").

7.7 Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales Préférentielles pouvant être créées (collectivement et sans tenir compte de leurs classes, les "Parts Sociales", et individuellement et sans tenir compte de leur classe, une "Part Sociale") sont désignés ensemble comme les "Associés". Chaque Part Sociale donne droit à son détenteur à un vote.

7.8 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Émission") dans lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Émission sont à prendre par les Associés conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts.

7.9 La Société peut, notamment, accepter des capitaux ou d'autres apports d'Associés sans émettre des Parts Sociales ou autres valeurs mobilières en contrepartie desdits apports et peut créditer les apports à un ou à plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes sont à prendre par les Associés conformément à la Loi de 1915 et aux présents Statuts."

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été fait et passé à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg), à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 mai 2015. Relation: EAC/2015/12114. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015087127/337.

(150099294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

QS REP II SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.057.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteen day of May.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (hereafter referred to as the "Meeting") of QS REP II SCA SIF (hereafter referred to as the "Company"), a Luxembourg investment company with variable capital - specialized investment fund under the form of a corporate partnership limited by shares, having its registered office at 3, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, who acted in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 17 February 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") N° 552 dated 2 March 2012.

The Meeting was opened with Mr. Régis Galiotto, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Johan Orsinet, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (hereafter referred to as the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Restatement of the Articles of Association to comply with the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers and withdrawal of the French translation as permitted by the Law of 17 December 2010.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the Bureau will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. All the shares being registered shares, the present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on, May 5th, 2015.

IV. It appears from the attendance list that, out of the 104 126 387,00 ordinary shares and the one (1) Management Shares in issue, 57,777,997 ordinary shares and the one (1) Management Share are present or represented at the Meeting.

V. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly decide on the items of the agenda.

After deliberation, the Meeting unanimously takes the following resolutions:

Sole resolution

The Meeting resolved to restate the Articles of Association in their entirety to comply with the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment funds managers and withdrawal of the French translation as permitted by the Law of 17 December 2010.

Consequently the Articles of Association shall read as follows:

Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "QS REP II SCA SIF" (the "Company").

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Without prejudice to the General Partner's powers pursuant to article 13, the Company is established for a period expiring on 28 February 2025, it being noted that the Company may be (i) dissolved or (ii) continued for two additional periods of one year each by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Where the circumstances arise, unless it has resigned, is declared bankrupt or is otherwise unable to continue its business, the General Partner shall act as liquidator of the Company.

The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances article 14 shall apply.

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place directly or indirectly the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other investment vehicles, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended from time to time (the "Law of 2007"), and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share capital - Shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in article 24 hereof.

The capital of the Company shall be represented by management share(s) held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company which may be of different classes and categories as further detailed in the sales documents of the Company.

Ordinary Shares and Management Share(s) shall be collectively referred to as "shares", whenever the reference to a specific class or category of shares is not justified.

The initial capital is set at fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) divided into one (1) Management Share and forty nine thousand nine hundred and ninety-nine (49,999) Ordinary Shares fully paid-up and of no par value.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The shares to be issued within the Company may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class") possibly composed of one or more categories, the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner and detailed in the sales documents of the Company.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in US Dollar, be converted into US Dollar and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of shares of a Class, deciding with simple majority, may consolidate or split the shares of such Class.

Art. 6. The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid Ordinary Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions, including the issue price, determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the Ordinary Shares to be issued. Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents. In case the General Partner decides that Investors have to commit to subscribe shares, Investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment as may be decided by the General Partner. The procedures relating to subscription Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the sales documents and the subscription agreement.

Shortfalls may occur at the level of the Company upon adrese exchange rate fluctuations for Classes or categories of Shares whose currency of reference is not US Dollar and which will be solved in accordance with the different alternatives described in the sales documents of the Company.

If at any time an Investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the General Partner (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the sales documents, the General Partner has the right, at its discretion, to apply default provisions to such Defaulting Investor/Shareholder, as the General Partner shall determine in its reasonable discretion and in accordance with Luxembourg law and as detailed in the sales documents.

Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of article 2 of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new Ordinary Shares.

The General Partner is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to article 25 hereof.

The General Partner may decide to issue Ordinary Shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder unless otherwise provided for in the sales documents of the Company.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. All shares of the Company shall be issued in registered form.

The General Partner shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders or whether the shareholders shall receive a written or electronic confirmation of their shareholding. If issued, a share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to two decimal places will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the "Register") shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

The General Partner may at its sole discretion accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfer of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 8. Restriction on ownership. The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such issuance or such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and,

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is the beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the Redemption Price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last known address to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the subscription price or to the Net Asset Value per share of the relevant Class, determined in accordance with article 24 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or

other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount specified in the sales documents and, e.g. to cover costs incurred in the redemption or the realisation of the underlying assets or such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, the holders of Ordinary Shares may not request the redemption of their shares. The Company may at the entire discretion of the General Partner impose the redemption of Ordinary Shares up to the amount and under the conditions as indicated by the General Partner in a notice served to shareholders. Redemptions of shares shall normally be effected pro rata to the respective number of shares held by each shareholder.

The Redemption Notice will be sent to the person(s) appearing in the Register, specifying the number of shares to be redeemed and the date on which such redemption will be effective (the "Redemption Date").

Immediately after the close of business on the Redemption Date specified in the Redemption Notice (and whether or not such holder(s) of shares shall have provided the bank account information required below) such holder(s) of shares shall cease to be the owner(s) of the shares referred to in the Redemption Notice and his (their) name shall be removed as the holder(s) of such shares from the register of shareholders. Any such person will cease to have any rights as a shareholder in the Company with respect to the shares so redeemed as from the close of business of the Redemption Date specified in the Redemption Notice referred to above.

In any case, the Redemption Notice shall be served upon holder(s) of shares by sending the same by mail addressed to such holder(s) of shares at his (their) last address appearing in the register of shareholders or known to the Company. The holder(s) of shares concerned shall thereupon forthwith be obliged to indicate a bank account to which the Redemption Price for his (their) redeemed shares to be transferred to.

Shares shall be redeemed at net asset value as determined pursuant to article 24 hereof.

Payment of the Redemption Price shall be made by the Company to the bank account indicated by the holder(s) of shares concerned or as may be agreed between the parties. In the event that the holder(s) of shares concerned does not indicate a bank account to which the Redemption Price shall be transferred, the Company may either deposit such amount on an account opened for such purpose or send a cheque for such amount to the last address of such holder(s) of shares appearing in the Register or known to the Company, each time at the sole risk and cost of the holder(s) of shares concerned. Upon transfer or deposit of the Redemption Price or the posting of a cheque as aforesaid, no person interested in the relevant shares redeemed pursuant to the Redemption Notice shall have any further interest in the shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof or of the Redemption Price.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make redemptions in kind to shareholders, including in respect of securities that are not freely tradable.

Furthermore, the Company reserves the right to recall any distribution under the circumstances disclosed in the sales documents.

Shares of the capital of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

The General Partner may compulsorily convert Ordinary Shares within the terms and conditions set forth in article 8 hereof and the sales documents of the Company.

Title III. Liability of holders of shares

Art. 10. The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

Art. 11. The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

Title IV. Management and supervision

Art. 12. The Company shall be managed by QS REP S.à r.l. (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

Art. 13. The General Partner is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner or any of its agents as further detailed in the present Article.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

The General Partner may also appoint an investment adviser. The Company may further enter into an agreement with an alternative investment fund manager authorized under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers implementing Directive 2011/61/EU, as amended (the "AIFM Law"), pursuant to which the latter shall be appointed as the designated alternative investment fund manager of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU. Alternatively, the Company may also elect to qualify as an internally-managed alternative investment fund under Directive 2011/61/EU.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the Company's investment objectives, strategies, policies and risks, including (i) how the Company's assets may be invested and in which assets the Company may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, shall be freely determined from time to time by the General Partner and/or its alternative investment fund manager, to the extent that such investment objectives, strategies, policies and risks comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to Investors, information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Art. 14. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person (s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the managers of the General Partner appoint an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

Art. 15. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one more of shareholder, managers or officers of the General Partner is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company

shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Approved Statutory Auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an approved statutory auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders until the next annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

The approved statutory auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

Title V. General meeting

Art. 17. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company towards third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

However, in specific cases detailed in the sales documents of the Company, the General Partner may be removed for cause, following a final decision by a Luxembourg Court, by a resolution of the general meeting of shareholders taken pursuant to the quorum and majorities required to amend these Articles. The approval of the General Partner will not be required to validly decide on its removal for cause.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

Art. 18. The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the third Tuesday of the month of June at 2 p.m. (CET), and for the first time in 2013. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

If permitted by and on the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the General Partner.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company towards third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 19. At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution, shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Art. 20. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 21. The accounting year of the Company shall begin on 1st January in each year and shall terminate on 31st December of the same year. The first accounting year of the Company shall begin at its incorporation and shall terminate on 31st December 2012.

Art. 22. Appropriation of profits. The General Partner shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

The Company reserves the right, in its absolute discretion, subject always to applicable Luxembourg laws and regulations, to make distributions of dividends in kind to holders of Ordinary Shares, including in respect of securities that are not freely tradable.

Furthermore, the Company reserves the right to recall distributions of dividends and as the case may be to issue new Ordinary Shares in exchange thereof under the exceptional circumstances and conditions disclosed in the sales documents.

Title VII. Valuation - Determination of net asset value

Art. 23. Valuation Date/Frequency of calculation of net asset value per share. The net asset value of shares shall be determined by the Company, under the prime responsibility of the alternative investment fund manager or any agent of the Company (every day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Date") at least once a year at such date to be determined by the General Partner and disclosed on the sales documents.

Art. 24. Determination of net asset value per share. The net asset value of share of each Class of the Company (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant Class then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to two decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments of the Company, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance and proceeds from swap transactions.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) the shares, units or interests which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available price on the stock exchange, which is normally the principal market for such assets;

(b) the shares, units or interests in intermediary vehicles which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued in accordance with the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV guidelines), published by the International Private Equity and Venture Capital Valuation Board in September 2009 or at any more recent date and the most recent Royal Institution of Chartered Surveyors' ("RICS") Valuation Standards (the "Book" or the "RICS valuation guidelines");

(c) the value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received will be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after

making such discount as the alternative investment fund manager or if applicable the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(d) the direct investments in real estate assets (the "Direct Real Estate Investments"), other than the securities mentioned above will be estimated with due care and in good faith with the assistance of an independent valuer on the basis of the fair market value of the assets concerned, as determined by the independent valuer in accordance with the standards of the independent valuers' profession and in particular in accordance with IPEV guidelines and the most recent RICS valuation guidelines. Quarterly evaluation may also be performed in the event of an important change in the market value of all or part of the portfolio of Direct Real Estate Investments.

(e) units in real estate investment funds, investment companies that principally invest in real estate assets and real estate investment trusts (the "Portfolio Funds") shall be valued at their last available price or net asset value, as reported or provided by such Portfolio Funds or their agent. Depending on the Portfolio Fund GAAP, adjustments can be made to the Portfolio Fund GAAP net asset value based on guidelines of the European Association for Investors in Non-listed Real Estate Vehicles ("INREV guidelines").

(f) all other securities, interests and other assets, including debt securities and securities or interests for which no market quotation is available, will be valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the General Partner or, to the extent such prices are not deemed to be accurate, such securities and other assets will be valued by the General Partner at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the alternative investment fund manager or if applicable the General Partner. Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of less than one year will be valued on an amortized cost basis.

(g) the Direct Real Estate Investments will be valued based on their respective market values, which will be subject to an annual evaluation performed by an independent valuer on an annual basis. Quarterly evaluation may also be performed in the event of an important change in the market value of all or part of the portfolio of Direct Real Estate Investments.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent may rely upon such automatic pricing services as it shall determine or, if so instructed by the alternative investment fund manager or if applicable the General Partner, it may use information received from various professional pricing sources (including fund administrators and brokers). In such circumstances, the administrative agent shall not, in the absence of manifest error, be responsible for any loss suffered by the Company or any shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value of the Company and the Net Asset Value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by such professional pricing sources.

Furthermore, in calculating the Net Asset Value of the Company and the Net Asset Value per Share, the administrative agent shall use reasonable endeavours to verify pricing information supplied by the General Partner, but Investors should note that in certain circumstances it may not be possible or practicable for the administrative agent to verify such information. In such circumstances, the administrative agent shall not be liable for any loss suffered by the Company or any Shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value of the Company and Net Asset Value per Share resulting from any inaccuracy in the information provided by the alternative investment fund manager or the General Partner.

In circumstances where one or more pricing sources fails to provide valuations for an important part of the assets to the administrative agent preventing the latter to determine the subscription and Redemption Prices, the administrative agent shall inform the General Partner who may decide to suspend the Net Asset Value calculation.

The General Partner or the alternative investment fund manager may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such method of valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

The value of assets denominated in a currency other than the reference currency of the Company shall be determined by taking into account the rate of exchange prevailing at the time of determination of the Net Asset Value.

The alternative investment fund manager has delegated to the administrative agent the determination of the Net Asset Value of the Company and the Net Asset Value per Share.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans and other indebtedness for borrowed money, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt) of the Company (including accrued fees for commitment for such loans) and other indebtedness;
- 3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, advisory fees, including incentive fees, if any, custody fees, transfer agency fees and central administration fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the valuation date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- 5) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the alternative investment fund manager, or

if applicable the General Partner, as well as such amount (if any) as the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its alternative investment fund manager, the General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and Redemption Prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

III. For the purpose of this article:

1) shares of the Company to be redeemed under article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) where on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the alternative investment fund manager, or if applicable the General Partner.

In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the General Partner and/or the alternative investment fund manager to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations. Where it is mandatory to convey such information to Investors, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the Company's assets and the calculation of the Net Asset Value per share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the Net Asset Value may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 25. Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value per Share and of the issue of shares. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Classes and the issue, redemption and conversion of shares of such Class(es):

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the General Partner the issue and, if applicable, Redemption Prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets held by the Company; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of the Company or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company, or merging the Company; or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained.

No issue or redemption of Shares will take place during any period when the calculation of the Net Asset Value is suspended. Notice of any suspension will be given to Shareholders, if, according to the General Partner, the suspension will exceed eight (8) days.

Art. 26. Depositary Agreement. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Law of 2007 and the AIFM Law (the "Depositary"). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Depositary who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the Law of 2007 and the AIFM Law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Depositary, the Depositary will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

The Depositary of the Company may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows its General Partner to grant such a discharge and, more generally allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law.

Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Title VIII. Dissolution, Liquidation

Art. 27. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 28. Merger of classes of shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Class of shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Class of shares concerned would have material adverse consequences on that Class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Class of shares concerned may continue to request redemption (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Title IX. General provisions

Art. 29. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies as amended, the Law of 2007.

Title X. Preferential treatment of investors - Investor's information

Art. 30. Any prospective or existing shareholder ("Investor") may be accorded a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in, applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or transfer of shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirement, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, tag-along or dragalong rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of the Company's portfolio or of the Company's or its alternative investment fund manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to Investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the Company's or its alternative investment fund manager's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its alternative investment fund manager's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of the Company and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may be accorded on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the Investor or Investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its alternative investment fund manager's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its alternative investment fund manager.

A Preferential Treatment may (x) take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of class of shares, or (y) take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its alternative investment fund manager.

Whenever an Investor obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Investors who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its alternative investment fund manager, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Article 31 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorized by applicable laws and regulations.

Art. 31. Any information or document that the Company or its alternative investment fund manager must or wishes to disclose or be made available to some or all of the Investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned Investors in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Means"): (i) the Company's sales documents, offering or marketing documentation (ii) subscription redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message, (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, alternative investment fund manager's or any third party's registered office, (viii) a third party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its alternative investment fund manager to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its alternative investment fund manager may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or alternative investment fund manager's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this Investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an Investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's sales documents or at the Company's or alternative investment fund manager's registered office.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day indicated at the beginning of this document.

This document having been read to the members of the bureau, who are known to the notary by their respective names, first names, civil status and residences, the said members of the bureau signed this original deed with us, the notary.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, J. ORSINET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15739. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086648/666.

(150098976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Garfin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de L'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 191.555.

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "GARFIN INTERNATIONAL S.A." (ci-après «la Société»), inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 191555, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte du notaire instrumentaire en date du 31 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3689 du 3 décembre 2014. Les statuts de la société n'ont pas été modifiés depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Giorgio Brambillasca, administrateur de sociétés, domicilié professionnellement à Lugano, Suisse.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2014 et Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014,

2. Affectation du résultat pour la période s'achevant au 31 décembre 2014,

3. Augmentation du capital social par apport en espèces d'un montant de vingt-neuf mille euros (EUR 29.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à un montant de soixante mille euros (EUR 60.000,-), avec émission de deux cent quatre-vingt-dix (290) d'actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

4. Souscription et libération par un apport en numéraire.

5. Modifications afférentes de l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts.

6. Approbation du bilan de clôture de la Société luxembourgeoise en date de ce jour;

7. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Espagne, et adoption de la forme juridique d'une société anonyme selon le droit espagnol.

8. Fixation du siège social à Madrid, Espagne.

9. Modification de la dénomination sociale en "Lenima Int. S.A.".

10. Démission de cinq administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

11. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

12. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit espagnol.

13. Nomination de cinq administrateurs;

14. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

15. Effet juridique relative aux résolutions prises.

16. Mandat à donner au cabinet d'avocats Maio Legal SLP, situé à Madrid aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la Société au Registre du Commerce Espagnol et aux fins de convoquer une assemblée générale extraordinaire en Espagne afin de confirmer le transfert de siège en Espagne et d'adapter les statuts de la Société à la législation espagnole.

17. Divers.

III.- Que la Société a émis un emprunt obligataire non convertible de quatre-vingt-cinq millions d'euros (EUR 85.000.000) en date du 31 octobre 2014, et que l'assemblée générale des obligataires tenue en date de 1^{er} juin 2015 ne s'est pas opposée au transfert du siège social de la société en Espagne. Une copie du procès-verbal de l'assemblée générale des obligataires restera annexée au présent acte.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes, approuve à l'unanimité les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2014, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique constate le résultat de l'exercice au 31 décembre 2014. En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide à l'unanimité de reporter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2014, se chiffrant de la manière suivante:

Perte de l'exercice	(75.827,22) Eu- ros
Résultat à reporter	(75.827,22) Eu- ros

Troisième résolution

Le capital social de la Société est augmenté par apport en espèces d'un montant de vingt-neuf mille euros (EUR 29.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à un montant de soixante mille euros (EUR 60.000,-), avec émission de deux cent quatre-vingt-dix (290) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune.

L'augmentation de capital susmentionnée a été entièrement souscrite et libérée par l'actionnaire unique TRUSTFID S.P.A., ayant son siège social à Via Giosué Carducci 18, I-20123 Milan, Italie, ici représenté par Monsieur Matteo PET-TINARI, avocat, domicilié à Via Durini, 15, 20122 Milan, Italie, en vertu d'une procuration donnée à Milan, Italie, le 28 mai 2015;

Ladite procuration paraphée «ne varietur» par le comparant et par le notaire soussigné est annexée au présent acte pour être déposées auprès des autorités d'enregistrement.

Ladite augmentation de capital a été entièrement libérée en espèces ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Quatrième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** Le capital social est fixé à soixante mille euros (EUR 60.000,-) divisé en six cents (600) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune."

Cinquième résolution

L'Assemblée générale approuve le bilan de clôture au 1^{er} juin 2015 de la Société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société en Espagne, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société anonyme selon le droit espagnol, celle-ci y étant assujettie et ce conformément aux dispositions du Décret royal législatif 1/2010 du 2 juillet lequel approuve le texte amendé de la Loi sur les sociétés de capitaux et autres dispositions en application.

Septième résolution

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la Société en Espagne à Calle Alcalá, 75, 2^o- 28009 Madrid, et en modifier à cet effet sa nationalité.

La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

Huitième résolution

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "Lenima Int.S.A."

Neuvième résolution

Il est pris acte de la démission de cinq administrateurs en place:

- Monsieur Giorgio BRAMBILLASCA,
- Monsieur Marc KOEUNE,
- Monsieur Jean HOFFMANN,
- Madame Nicole THOMMES,
- Madame Andrea DANY.

Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Dixième résolution

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place:

la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Onzième résolution

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation espagnole, auront désormais le teneur suivante:

ESTATUTOS

«Estatutos sociales de la compañía mercantil anónima "LENIMA INT. SA".

I. - Disposiciones generales

Art. 1. Denominación y régimen. Queda constituida la Sociedad Mercantil Anónima "LENIMA INT.. SA ".

La Sociedad se registrará por los presentes Estatutos, por la Ley de Sociedades de Capital y demás disposiciones legales aplicables con carácter imperativo o supletorio.

Art. 2. Objeto. La Sociedad tiene por objeto:

La sociedad tiene por objeto la realización, tanto en España como en el extranjero, de cualesquiera operaciones, industriales, comerciales, financieras, mobiliarias o inmobiliarias relacionadas directamente o indirectamente con la creación, gestión y financiación, bajo cualquier forma, de toda empresa o sociedad que tenga por objeto la actividad de gestión y revalorización, a título permanente o temporal, de sus carteras de inversiones y participaciones, en la medida en que la sociedad sea considerada una sociedad holding.

Las indicadas actividades también podrán ser desarrolladas por la Sociedad, total o parcialmente, de modo indirecto, mediante la participación en otra u otras Sociedades con objeto análogo.

Quedan excluidas las actividades propias de las agencias de valores y/o de entidades financieras para las cuales la ley exige requisitos especiales, así como todas aquellas actividades para cuya inclusión en el objeto social o su ejercicio, la Ley exija autorización especial o requisitos especiales que no queden cumplidos por esta sociedad para esas actividades. Si para el ejercicio de alguna de las actividades incluidas en el objeto social fuere preciso estar en posesión de algún título o nombramiento oficial, acreditación académica o colegiación profesional, sólo podrá ser realizada aquella por cuenta de la Sociedad, como actividad social, por quien tenga la titulación requerida.

Art. 3. La Sociedad tiene duración indefinida y dará comienzo a sus actividades el día del otorgamiento de la escritura fundacional.

Art. 4. Domicilio. La Sociedad establece su domicilio en Calle Alcalá, 75, 2º- 28009 Madrid.

El Órgano de Administración podrá crear, suprimir y trasladar sucursales, Agencias o Delegaciones en cualquier punto del territorio español o del extranjero y variar la sede social dentro de la población de su domicilio.

II. - Capital social y acciones

Art. 5. Cifra capital. El capital social es de SESENTA MIL (60.000,00) EUROS. Dicho capital está dividido en SEISCIENTOS (600) acciones nominativas de cien (100) euros de valor nominal cada una y numeradas correlativamente del 1 al 600, ambos inclusive.

2.- Las acciones estarán representadas por medio de títulos que se extenderán en libros talonarios, expresarán las circunstancias exigidas por la Ley de Sociedades de Capital y llevarán la firma de uno o más Administradores, que podrán ser impresas conforme las prescripciones legales vigentes; se podrá asimismo emitir títulos múltiples.

En tanto no se hayan impreso los títulos, y en todo caso, si se tratase de acciones nominativas, las acciones figurarán en un Libro Registro que llevará la Sociedad, en el que se inscribirán las sucesivas transferencias de las mismas, con expresión del nombre y apellidos o denominación o razón social, nacionalidad y domicilio, de los sucesivos titulares, así como la constitución de derechos reales y otros gravámenes sobre las acciones; la Sociedad solo reputará accionista a quien se halle inscrito en el libro registro de acciones nominativas.

Art. 6. Accionistas.

1.- Cada acción confiere a su titular legítimo la condición de socio y le atribuye el derecho de participar en el reparto de las ganancias sociales y en el patrimonio resultante de la liquidación, el de suscripción preferente en la emisión de nuevas acciones o de obligaciones convertibles en acciones, el de asistencia, voto e impugnación en las Juntas Generales, el de información, y los demás que legal y estatutariamente procedan

2.- La titularidad de una acción implica la plena conformidad con los presentes Estatutos y la sumisión a los acuerdos legítimos de los órganos sociales.

Art. 7. Régimen. En cuanto a la transmisión de acciones y a la constitución, modificación y extinción de derechos reales sobre las acciones, se observará lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital y lo establecido en las reglas siguientes:

EN CASO DE COMUNIDAD o cotitularidad de derechos sobre acciones, los copropietarios o cotitulares designarán a uno sólo para el ejercicio de los derechos de socio, debiéndolo comunicar fehacientemente a la Sociedad; todos los copropietarios o cotitulares responderán solidariamente frente a la Sociedad, de cuantas obligaciones se deriven de la condición de accionista.

EN CASO DE USUFRUCTO, la cualidad de accionista recae en el nudo propietario, pero el usufructuario tendrá derecho, en todo caso, a los dividendos que deriven de las acciones gravadas de usufructo y acordados por la Sociedad durante el usufructo. El ejercicio de los demás derechos de socio corresponde al nudo propietario, quedando obligado el usufructuario a facilitar a aquél el ejercicio de estos derechos. Las relaciones entre usufructuario y nudo propietario se regirá por lo dispuesto en el título constitutivo.

Igual regla se aplicará en fideicomisos, reservas y figuras afines.

EN CASO DE PRENDA DE ACCIONES, corresponderá al propietario de éstas el ejercicio de los derechos de accionista.

LA TRANSMISIÓN DE ACCIONES se sujetará a las siguientes normas:

A) INTERVIVOS.- 1.- Es libre la transmisión intervivos de acciones a favor de otro accionista o a favor del cónyuge o de ascendiente o descendiente directo (no por afinidad) del accionista.

2.- Fuera de tales casos, toda transmisión de acciones, deberá ser notificada, con expresión de sus circunstancias, particularmente con los datos del pretendido adquirente, al Órgano de Administración. Este lo pondrá en conocimiento de los restantes accionistas en el plazo de quince días contados desde el que se le notificó. Los demás accionistas tendrán derecho preferente a la adquisición de tales acciones, comunicando al Órgano de Administración su decisión en tal sentido, en los quince días siguientes al de la recepción de la notificación. Caso de ser varios los optantes, ejercerán su derecho a prorrata de las acciones que posean. Transcurridos los plazos anteriores sin que los accionistas hayan hecho uso o agotado su derecho de adquisición preferente el Órgano de Administración podrá convocar Junta General que deberá celebrarse dentro de los treinta días siguientes a la expiración de aquellos plazos, para deliberar acerca de la adquisición de tales acciones y el destino de las mismas.

3.- Transcurridos todos los plazos indicados sin que se haya ejercitado el derecho de adquisición preferente que en el número anterior se establece, el accionista podrá transmitir las libremente dentro de los tres meses siguientes al vencimiento del último plazo; y lo mismo también desde la fecha de la certificación del Órgano de Administración que se le facilite, acreditando haber renunciado su derecho de preferente adquisición los restantes accionistas y la sociedad misma, o una vez transcurridos dos meses desde que el accionista hubiere notificado al Órgano de Administración su decisión de transmitir, sin haber obtenido respuesta.

4.- Para el caso de ejercicio del derecho de adquisición preferente establecido en estas normas, el precio de venta, en caso de discrepancia, será el determinado por el auditor de cuentas de la Sociedad y en su defecto, por un auditor designado

de común acuerdo o, en su defecto, por el auditor designado al efecto por el Registrador Mercantil del domicilio social. Si las acciones cotizasen en un mercado secundario oficial, se aplicará solo el valor de cotización media del último semestre.

5.- El pago del precio se efectuará contra la firma del documento oficial de venta, el día que señale la parte compradora dentro del mes siguiente al día de ejercicio del derecho de preferente adquisición, con intervención del fedatario que designe el adquirente, en la capital de la provincia donde radique el domicilio social, salvo acuerdo distinto de las partes.

6.- Las notificaciones se harán a costa del transmitente mediante acta notarial de remisión, por correo certificado, en los domicilios de los accionistas que figuren en el Libro de Registro.

7.- En los casos en que fuere preciso, el Órgano de Administración certificará quien ha ejercitado el derecho de preferente adquisición y, en su caso, el valor que corresponda a las adquisiciones.

B) MORTIS CAUSA.- 1.- Es libre la transmisión mortis causa a favor de otro accionista y a favor del cónyuge, de ascendiente o descendiente directo (no por afinidad), de accionista.

2.- Toda otra transmisión mortis causa, se regirá por las reglas generales antes dichas para la transmisión intervivos, salvo en lo que se refiere a las valoraciones, que le será de aplicación lo dispuesto en el artículo 110 de la Ley de Sociedades de Capital.

3.- Para la aplicación de tales reglas, se establece que la comunicación inicial podrá ser efectuada por la parte legitimada para ello, (heredero, comisario-contador, etc.), y que igualmente podrá el Órgano de Administración cursar directamente su comunicación cuando tenga conocimiento del supuesto.

En este supuesto de transmisión mortis causa, para aceptar o rechazar la inscripción de la transmisión en el Libro Registro de acciones, se estará a lo dispuesto sobre la materia en la Ley de Sociedades de Capital.

C) NORMAS COMUNES.- La Sociedad no reconocerá validez a ninguna transmisión de acciones que no se ajuste a lo aquí preceptuado. Todos los accionistas habrán de comunicar a la Sociedad su condición de tal y el domicilio para practicar los requerimientos y notificaciones expresadas.

III. - Órganos sociales

Art. 8. Órganos sociales. Son Órganos de la Sociedad:

a).- La Junta General de Accionistas; b).- El Órgano de Administración.

Capítulo 1. - Junta general de accionistas

Art. 9. Soberanía de la junta. La Junta General de Accionistas es el Órgano deliberante de la Sociedad y sus acuerdos, legítimamente adoptados, vinculan a la propia Sociedad y a todos sus accionistas, incluso los ausentes, disidentes o que se hubieran abstenido de votar.

Art. 10. Clases de juntas. Las Juntas Generales serán Ordinarias o Extraordinarias.

La Junta General Ordinaria se reunirá necesariamente una vez al año, dentro del primer semestre de cada ejercicio, para censurar la gestión social, aprobar, en su caso, las cuentas del anterior ejercicio y resolver sobre la aplicación del resultado.

El Órgano de Administración convocará la Junta General Extraordinaria cuando lo estime conveniente para los intereses sociales, debiendo asimismo convocarla cuando lo soliciten accionistas que representen como mínimo un cinco por ciento del capital social, expresando en la solicitud los asuntos a tratar en la Junta.

Art. 11. Convocatoria, Constitución y competencia. En lo referente a constitución, quorums, competencias, forma de deliberación y adopción de acuerdos, impugnación y actas, se estará a lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital y en el artículo 100 de la Ley Concursal.

Por lo que concierne a la convocatoria, se podrá realizar mediante carta certificada con acuse de recibo a cada socio en el domicilio designado al efecto o en el que conste en la documentación de la sociedad.

Las deliberaciones se ajustarán al orden del día establecido. El presidente dará la palabra, para cada asunto del orden del día, en primer lugar a los accionistas que la hayan solicitado con anterioridad a la celebración de la Junta y seguidamente a los que la soliciten al tiempo de comenzar a debatir cada punto del orden del día; tales accionistas gozarán asimismo de un segundo turno de réplica. El presidente de la Junta dará la palabra asimismo y por una sola vez, a aquellos otros accionistas que la soliciten durante el desarrollo de las deliberaciones. La concesión de nuevos turnos de intervención y la decisión de dar por terminado el debate corresponde al Presidente de la Junta, a su arbitrio, sometiendo a continuación la propuesta o propuestas a votación. Las votaciones se efectuarán a mano alzada, salvo que el Presidente, por decisión propia o a petición de la mayoría de los asistentes, cualquiera que sea el número de votos que representen, acuerde el voto secreto y por escrito.

Cualquier incidencia que surja en orden al orden de los debates y al desarrollo de la Junta y que no esté expresamente prevista en la Ley o en los Estatutos, será resuelta por el Presidente de la Junta.

Todo accionista que tenga derecho de asistencia podrá hacerse representar en la Junta General por medio de otra persona, aunque ésta no sea accionista. Se exceptúa el caso en que estos Estatutos regulen limitaciones a la libre transmisibilidad de acciones en cuyo caso la representación deberá concederse a otro accionista, al cónyuge, ascendiente o descendiente del representado, o a alguna de las personas a las que se refiere el artículo 187 de la vigente Ley de Sociedades de Capital.

A la junta se podrá asistir por medios telemáticos, de conformidad con el artículo 182 de la Ley de Sociedades de Capital, siempre que los mismos garanticen debidamente la identidad del sujeto. En este caso en la convocatoria se describirán los

plazos, formas y modos de ejercicio de los derechos de los accionistas previstos por los administradores para permitir el ordenado desarrollo de la junta.

Capítulo 2. - Órgano de administración

Art. 12. Modos de organizarse. Disposiciones comunes.

1.- La administración de la Sociedad podrá confiarse a un órgano unipersonal (ADMINISTRADOR ÚNICO), o a un órgano pluripersonal, no colegiado (VARIOS ADMINISTRADORES que actuarán solidaria o conjuntamente), o colegiado (CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN).

2.- Corresponde a la Junta General, por la mayoría cualificada prevista en el artículo 194 del Real Decreto Legislativo 1/2010 de 2 de julio, la facultad de optar alternativamente por cualquiera de los modos de organizar la administración de la Sociedad, sin necesidad de modificación estatutaria.

Art. 13. Poder de representación. La representación de la sociedad, en juicio o fuera de él, corresponde a los administradores conforme a las siguientes reglas: En cuanto a las diferentes formas del Órgano de Administración, se establece lo siguiente:

1.- Caso de que exista UN ADMINISTRADOR ÚNICO, el poder de representación corresponderá al mismo.

2.- Caso de que existan varios ADMINISTRADORES SOLIDARIOS, que serán un mínimo de dos y un máximo de cinco, el poder de representación corresponderá a cada uno de ellos.

3.- Caso de que existan DOS ADMINISTRADORES CONJUNTOS, el poder de representación se ejercerá mancomunadamente por ambos.

4.- Caso de que exista CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN, el número de sus miembros será fijado, en cada caso y por mayoría ordinaria, por la Junta general, con un mínimo de tres y un máximo de once. El poder de representación corresponderá al propio Consejo, que actuará colegiadamente. La organización y funcionamiento se regirá por las siguientes reglas:

a) El Consejo de Administración elegirá de su seno un Presidente y designará un Secretario, que podrá ser ajeno al Consejo. De igual modo, podrá designar un Vicepresidente y un Vicesecretario.

b) El Consejo será convocado, con al menos veinticuatro horas de antelación, por el Presidente o quien haga sus veces, por cualquier procedimiento de comunicación, incluido, correo postal, burofax y correo electrónico, que asegure la recepción de la convocatoria. A estos efectos, el consejero, al tiempo de aceptación de su cargo designará un domicilio y/o una dirección de correo electrónico en el que se efectuarán todas las comunicaciones.

También podrá ser convocado por los Administradores que constituyan al menos un tercio de los miembros del Consejo, en la forma prevista en el artículo 246.2 de la Ley de Sociedades de Capital. El Consejo puede también realizar acuerdos válidamente aún a falta de convocatoria formal, cuando estén presentes todos los miembros del Consejo de administración o si alguno de los miembros renuncia por escrito a estar presente

c) Quedará válidamente constituido cuando concurren a la reunión, presente o representados, la mayoría de sus componentes. La representación sólo podrá conferirse a otro consejero.

d) El presidente o quien haga sus veces, ordenará y dirigirá el debate, dando la palabra por orden de petición; las votaciones se harán a mano alzada, salvo cuando la votación deba ser secreta por decisión del Presidente o a petición de la mayoría de los asistentes.

e) El Presidente o quien haga sus veces podrá ordenar la votación de propuestas concretas por escrito y sin sesión. En tal caso la comunicación de la propuesta y el voto de los consejeros se efectuará por cualquier procedimiento de comunicación, incluido, correo postal, burofax y correo electrónico, que asegure la recepción.

f) Se acepta la intervención en el Consejo de Administración mediante medios de telecomunicación, como por ejemplo videoconferencia, con la condición de que todos los participantes puedan ser identificados por el Presidente y por todos los otros participantes, que les sea permitido seguir la discusión e intervenir en tiempo real en las tratativas de los argumentos, intercambiar documentos relativos a los argumentos, a todo cuanto se trate y sea recogido en las actas correspondientes.

g) Los acuerdos se adoptarán por el voto favorable de la mayoría absoluta de los consejeros que hayan emitido su voto, bien por concurrir a la sesión, bien por haberlo hecho por escrito y sin sesión, sin perjuicio de los casos en que la Ley o estos Estatutos prevean una mayoría reforzada. La votación por escrito y sin sesión, solo será admitida cuando ningún consejero de oponga a este procedimiento.

h) El Consejo podrá designar entre sus miembros una Comisión Ejecutiva o uno o más Consejeros-Delegados, así como determinar sus facultades y las normas de funcionamiento. Si al designarlos no se estableciera otra cosa, se considerarán delegadas todas las facultades que al Consejo de Administración corresponden, excepto las indelegables.

Si se delegaren facultades en dos o más personas, se considerará hecha la delegación con carácter solidario, salvo que expresamente se haya especificado otra cosa al designarlos.

Art. 14. Facultades. Al Órgano de Administración corresponde la gestión y administración social, y, la plena y absoluta representación de la Sociedad, en juicio y fuera de él.

Dicha representación se extenderá a todos los actos comprendidos en el objeto social delimitado en el artículo segundo de estos Estatutos, de manera tal que cualquier limitación de las facultades representativas del Órgano de Administración, aunque esté inscrita en el Registro Mercantil, será ineficaz frente a terceros.

La Sociedad quedará obligada frente a terceros, que hayan obrado de buena fe y sin culpa grave, aún cuando se desprenda de los Estatutos inscritos en el Registro Mercantil que el acto no está comprendido en el objeto social.

Se considerarán incluidos en el ámbito del objeto social aquellos actos de carácter preparatorio, accesorio o complementario de aquel, tales como mandatos, apoderamientos, comisiones u operaciones financieras de cualquier clase; y no se excluirán de las funciones representativas del órgano de administración, por su carácter orgánico, aquellos actos que, pudiendo estimarse dentro del objeto social y actividades que lo integran, solo puedan ser realizados por representantes voluntarios ordinarios, conforme a la legislación civil o mercantil, o la práctica comercial o bancaria, o a virtud de autorización, mandato o poder expresados.

En aquellos casos que no exista una clara conexión, con el objeto social, del acto o negocio jurídico a celebrar, bastará que el Administrador, con poder de representación orgánico, que en su caso actúe, manifieste, por escrito, la relación que el acto o negocio guarda con el objeto social, bajo su responsabilidad, y sin que la inexactitud de esta manifestación pueda perjudicar a tercero, conforme al párrafo tercero de este artículo.

Por consiguiente, sin más excepción que la de aquellos actos que sean competencia de la Junta General o que estén excluidos del objeto social, el poder de representación de los administradores y las facultades que lo integran, deberán ser lo más ampliamente entendidas, para contratar en general y para realizar toda clase de actos y negocios, obligacionales y dispositivos, de administración ordinaria o extraordinaria y de riguroso dominio, respecto de cualquier clase de bienes muebles, inmuebles, acciones y derechos.

Art. 15. Nombramiento, Plazo y retribución. Los Administradores serán designados por la Junta General y para ejercer el cargo no se precisa ser accionista.

Los Administradores ejercerán su cargo por un periodo de UN AÑO, sin perjuicio de poder ser reelegidos un número indefinido de veces.

Retribución. El cargo de administrador estará retribuido. La retribución a percibir por cada Administrador, para cada ejercicio económico social, será de un sueldo que será fijado por la Junta General. Dicha retribución de los Administradores, derivada de la pertenencia al órgano de Administración, será compatible con las demás percepciones laborales que, en su caso, correspondan al Administrador o por sus prestaciones accesorias estatutarias. Quedan excluidas, en todo caso, las relaciones laborales de alta dirección.

Capítulo 3. - Facultad certificante

Art. 16. La facultad certificante de todos los acuerdos sociales y supuestos relacionados con la Sociedad y que la afecten, se atribuye y encomienda: en caso de existir un ADMINISTRADOR ÚNICO, a éste; en caso de existir VARIOS ADMINISTRADORES SOLIDARIOS, a cualquiera de ellos; caso de existir DOS ADMINISTRADORES CONJUNTOS, a ambos mancomunadamente; y en caso de existir CONSEJO DE ADMINISTRACIÓN, al Secretario del Consejo o al Vicesecretario, con el visto bueno del Presidente del mismo o del Vicepresidente, en su caso.

IV. - Ejercicios, Cuentas anuales

Art. 17. Ejercicio social. El ejercicio social comienza el uno de Enero y finaliza el treinta y uno de Diciembre de cada año. Por excepción, el primer ejercicio social comenzará el día del otorgamiento de la escritura pública de constitución/ traslado de la Sociedad y finalizará el día treinta y uno de Diciembre de ese mismo año.

Art. 18. Cuentas anuales.

1.- El Órgano de Administración, en el plazo máximo de tres meses, contados a partir del cierre del ejercicio social, formulará las cuentas anuales, que comprenderán el Balance, la Cuenta de Pérdidas y Ganancias y la Memoria, así como el informe de gestión y la propuesta de aplicación de resultados, y, en su caso, las cuentas y el informe de gestión consolidados.

2.- En cuanto a la forma, contenido, descripción, partidas, reglas de valoración, verificación, revisión, información a los accionistas, aprobación, aplicación de resultados y depósito de las Cuentas Anuales en el Registro Mercantil, se estará a lo dispuesto en la Ley de Sociedades de Capital.

V. - Disolución y liquidación.

Art. 19. Disolución. La Sociedad se disolverá por las causas establecidas en la Ley de Sociedades de Capital.

Art. 20. Liquidación. En el supuesto de disolución, la Junta General nombrará Liquidadores, y determinará las atribuciones de éstos y la forma en que hayan de actuar, dentro de los límites legales. Asimismo corresponde a la Junta General fijar las normas con arreglo a las cuales deba practicarse la división del haber social. Y en todo lo demás no previsto, se estará a la Ley de Sociedades de Capital.

Los liquidadores tendrán las más amplias facultades dentro de las legales, incluida la de otorgar poderes a favor de otra u otras personas, que podrán ser extrañas a la Sociedad.

VI. - Disposiciones complementarias.

Art. 21. Toda cuestión o duda que se suscite entre accionistas, o entre éstos y la Sociedad con ocasión y motivo de las cuestiones sociales, y sin perjuicio de las prevalentes normas de procedimiento establecidas en la Ley de Sociedades Anónimas será resuelta forzosamente en el lugar del domicilio social y por arbitraje, formalizado con arreglo a las prescripciones legales.

Art. 22. Cualquier omisión padecida en los presentes Estatutos deberá ser resuelta inspirándose en los preceptos de los mismos y de la legislación especial aplicable a este tipo de Sociedad, y en defecto de precepto que guarde relación con los casos de que se trate, la resolución habrá de apoyarse en la equidad y buena fé.⇒»

Douzième résolution

En remplacement des administrateurs démissionnaires les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs de la Société:

- Monsieur Stefano GARILLI, né le 2 décembre 1957 à Milan, Italie et résidant à Via Virgilio Faggi 16, 29121 Piacenza, Italie, Président, avec passeport n° YA1213517;

- Monsieur Giorgio BRAMBILLASCA, né le 8 juin 1948 à Sesto San Giovanni, Italie, et résidant à CH-6914 Lugano, Suisse, Via Colombi, 25, Vice-Président avec pièce d'identité numéro AR 8419632.

- Monsieur Nicolò GARILLI, né le 14 juillet 1990 à Milan, Italie et résidant à Via Virgilio Faggi 16, 29121 Piacenza, Italie, avec passeport n° YA3243274;

- Monsieur Leonardo GARILLI, né le 10 avril 1988 à Milan, Italie et résidant à Via Virgilio Faggi 16, 29121 Piacenza, Italie, avec passeport n° YA3242944;

- La société BUSINESS PREATORES, S.L.U., une société espagnole, à durée indéterminée, ayant son siège social à Calle Alcalá, 75, 2, 28009 Madrid; constituée en date du 23 février 2012, pardevant acte du notaire autorisé D. Antonio Fernandez-Golfin Aparicio, notaire de résidence à Madrid, sous le numéro de protocole 352, enregistré au Registre du commerce de Madrid dans le volume 29696, folio 206, feuille M-534 353, entrée 1, et CIF numéro 86409877.

Messieurs Stefano Garilli, Giorgio Brambillasca, Nicolò Garilli, et Leonardo Garilli, ont accepté le mandat et ont signé un certificat comme preuve du consentement par lettre reçue par la Société en en date de ce jour, déclarant qu'ils ne sont pas soumis à une interdiction ou une incompatibilité d'exercice, en particulier celles prévues dans la loi espagnole 5/2006 du 10 Avril, dans la loi espagnole sur les sociétés ou toute autre disposition de caractère régional ou national bien qu'elle ne soit pas expressément mentionnée, ainsi que toutes autres dispositions qui peuvent être applicables.

La société BUSINESS PREATORES, S.L.U a également accepté son mandat, par lettre reçue par la Société en en date de ce jour, signée par Monsieur Marco Bolognini, majeur, de nationalité italienne, marié, avocat, et le numéro de passeport est AA3853674 et le NIE espagnol est X2202766-X, qui a été nommé par le conseil d'administration de BUSINESS PREATORES S.L.U. par acte public, que la personne représente BUSINESS PREATORES S.L.U. au poste d'administrateur pour lequel il a été nommé.

La société BUSINESS PREATORES, S.L.U par une lettre précitée a déclaré que ni elle, ni la personne physique qui la représente, ne sont soumis à une interdiction ou incompatibilité d'exercer, en celles prévues dans la loi espagnole 5/2006 du 10 Avril, dans la loi espagnole sur les sociétés ou toute autre disposition de caractère régional ou national bien qu'elle ne soit pas expressément mentionnée, ainsi que toutes autres dispositions qui peuvent être applicables.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social de l'an 2015.

Treizième résolution

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la Société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la Société au Registre du Commerce Espagnol;

- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la Société.

- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la Société désormais de nationalité espagnole.

Effet juridique:

Les résolutions prises aux points 5 à 13 prendront effet à la date d'inscription de la Société au Registre du Commerce en Espagne.

Quatorzième résolution

L'assemblée confère tous pouvoirs à:

- Monsieur Marco Bolognini, de nationalité italienne, majeur, marié, avec adresse professionnelle au n° 75 rue Alcalá, Madrid et passeport italien AA3853674 et numéro NIE espagnol X2202766-X, tous deux en vigueur;

- Madame Maria Katie Bua, de nationalité italienne, majeure, célibataire, avec adresse professionnelle au 75 rue Alcalá, Madrid, et avec passeport italien AA1647016 et numéro NIE espagnol X09431672-Q, tous deux en vigueur;

- Madame Irene Saenz de Santa Maria Valín, de nationalité espagnole, majeur, célibataire, avec adresse professionnelle au 75 rue Alcalá, Madrid et numéro d'identification 71658256-P, en vigueur;
- Madame Patricia baise Castiñeiras, de nationalité espagnole, majeur, mariée, avec adresse professionnelle au 75 rue Alcalá, Madrid et numéro d'identification 76728944-R, en vigueur;
- Monsieur Luis Garcia Spinola, de nationalité espagnole, majeur, célibataire, avec adresse professionnelle au 75 rue Alcalá, Madrid et numéro d'identification 78548392-B;
- Monsieur Ignacio Arráez Bertolín, de nationalité espagnole, majeur, marié, avec adresse professionnelle à Calle Alcalá, 75, Madrid et numéro d'identification 1924668-M.

Ci-après "le Fondé de pouvoirs".

Afin que chacun d'eux, de façon indistincte et solidaire et étant expressément habilité à procéder à l'auto-recrutement, le remplacement et la délégation au nom et en représentation de l'Assemblée, puisse exercer toutes et chacune des facultés suivantes:

- Procéder par-devant un notaire espagnol à officialiser le transfert du siège de la société Lenima Inter. S.A. en s'acquittant de toute action rendue nécessaire à ce sujet et en signant les documents publics et privés nécessaires à la mise en pratique de la faculté précédemment décrite dans le but de l'inscription au Registre du Commerce de Madrid des résolutions susmentionnées prises par l'Assemblée et s'y avérant nécessaires;

- Ratifier tous et chacun des actes et documents de nature publique ou privée ayant été signés, ainsi que ceux conclus préalablement à la passation de ce pouvoir par mandat verbal de l'Assemblée et concernant les facultés susmentionnées;

- Mener à bien, également au nom et en représentation de l'Assemblée, toutes les autres actions relatives aux points susmentionnés et entre autres: comparaître devant les autorités administratives, les organismes publics ou les établissements de droit public de tous pays ou de l'Union Européenne, et particulièrement devant les autorités fiscales et les forces de police espagnoles et s'acquitter de tous les devoirs étant nécessaires ou pertinents en ce qui concerne l'exercice des pouvoirs contenus dans le présent document et particulièrement mais non exclusivement, le cas échéant, l'obtention du Code d'Identification Fiscale du mandant et de la Société Lenima Int. S.A.;

- Réaliser tous les actes considérés souhaitables de l'avis du Fondé de pouvoirs en ce qui concerne les pouvoirs signalés aux précédents paragraphes;

- Établir tous les documents publics ou privés de réparation, rectification ou précision étant nécessaires en ce qui concerne les pouvoirs susmentionnés et exécuter en particulier la faculté relative à l'officialisation du transfert du domicile espagnol, effectuant pour ce faire les actions pertinentes à son inscription aux Registres Publics correspondants;

- Les pouvoirs conférés devant être interprétés au sens le plus large afin de permettre la réalisation de l'objectif pour lequel ils ont été accordés; y seront contenus dans tous les cas les pouvoirs d'auto-recrutement et multi-représentation qui pourront être exercés, y compris dans le cas où le Fondé de pouvoirs se trouverait dans une situation présentant des conflits d'intérêts ou à cause de laquelle ceux-ci pourraient en découler.

- Le mandant: l'Assemblée, gardera quitte et indemne le Fondé de pouvoirs pour tous les frais, réclamations ou responsabilités que ce dernier pourrait encourir résultant de son action, ceux-ci étant différents de ceux qu'il aurait causés par dol ou faute lourde dans l'exercice de l'un des pouvoirs accordés, ou entendus comme ayant été accordés en vertu de la présente procuration.

- Dans le cas où il y serait requis, le mandant s'engage à ratifier et confirmer tous les documents, actes notariés, actes et autre documentation établis par le Fondé de pouvoirs dans l'exercice des pouvoirs accordés, ou entendus comme ayant été accordés, en vertu de la présente procuration.

Confirmation

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de soixante mille euros (EUR 60.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la Société vers l'Espagne.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Brambillasca, M. Krecké, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 juin 2015. 2LAC/2015/12189. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087179/474.

(150099728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Neocoach, Société Anonyme.

Siège social: L-9633 Baschleiden, 45, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 163.765.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2015088244/13.

(150100823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

why vanilla? sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4022 Esch-sur-Alzette, 24, rue Barbourg.
R.C.S. Luxembourg B 173.753.

L'an deux mille quinze, le vingt-six mai.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU:

Madame Danièle DI CATO, traductrice, née le 22 octobre 1976 à Ettelbrück, demeurant à L-4022 Esch-sur-Alzette, 24, rue Barbourg.

Qu'elle déclare être l'associée unique de la société à responsabilité limitée «Why Vanilla? Sàrl», avec siège social à L-3815 Schiffflange, 1, rue Belle-Vue, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 173753, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, de résidence à Mersch, en date du 18 décembre 2012, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 277 du 5 février 2013 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, de résidence à Mersch, en date du 10 octobre 2014, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3392 du 14 novembre 2014.

Qu'elle s'est réunie en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle s'entend par ailleurs dûment convoquée et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-3815 Schiffflange, 1, rue Belle-Vue à L-4022 Esch-sur-Alzette, 24, rue Barbourg.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts qui se lira désormais comme suit:

« **Art. 5.** Le siège de la société est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette. ».

Troisième résolution

L'assemblée constate que la nouvelle adresse de l'associée et gérante de la société, Madame Danièle Di CATO est à L-4022 Esch-sur-Alzette, 24, rue Barbourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, qualités et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. DI CATO, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11844. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089300/39.

(150102046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.
